

Remarques finales du Président

Le quatrième examen de la politique commerciale du Nicaragua nous a donné l'occasion de mieux comprendre les politiques commerciale, économique et d'investissement adoptées par le pays depuis l'examen précédent, réalisé en 2012, et d'identifier les difficultés qu'il continue de rencontrer. Cela a été facilité par les renseignements contenus dans les rapports du gouvernement et du Secrétariat, ainsi que par les réponses du Nicaragua aux questions des Membres. Grâce à la collaboration des autorités nicaraguayennes, cet examen a eu lieu malgré les difficultés liées à la pandémie de COVID-19 qui ont pesé sur le processus de préparation. Notre débat a bénéficié de la participation active de la délégation du Nicaragua, dirigée par le Ministre du développement, de l'industrie et du commerce, M. Orlando Solórzano, ainsi que des observations perspicaces du présentateur, S.E. M. l'Ambassadeur Federico Villegas (Argentine), et des 25 délégations qui se sont exprimées le premier jour. Le Nicaragua a répondu à l'ensemble des 154 questions écrites posées par les Membres avant la réunion.

Les Membres ont félicité le Nicaragua pour la croissance économique solide qu'il avait enregistrée entre 2013 et 2017, laquelle s'était traduite par une réduction des niveaux de pauvreté, et ont noté que ces résultats positifs avaient été favorisés par les améliorations importantes apportées aux infrastructures au cours des dernières années, en particulier dans les secteurs des transports, des télécommunications et de la fourniture d'électricité. Ils ont toutefois indiqué que la crise sociopolitique de 2018 et la pandémie de COVID-19 avaient entraîné une contraction de la croissance du PIB, de l'emploi, des exportations, de l'investissement privé et de la consommation. Ils ont exhorté le Nicaragua à poursuivre ses efforts pour remédier aux effets de la pandémie sur l'économie et surmonter ses problèmes structurels, notamment les disparités de revenu et les disparités régionales, ainsi que les faibles niveaux d'investissement public et privé.

Les Membres ont salué l'attachement et le soutien du Nicaragua au système commercial multilatéral fondé sur des règles. En particulier, ils se sont félicités de la ratification rapide de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) par le pays et de la participation active de ce dernier aux initiatives plurilatérales sur le commerce électronique, les MPME et la facilitation de l'investissement pour le développement. Certains Membres ont invité le Nicaragua à rejoindre le Groupe de travail Informel de l'OMC sur le commerce et l'égalité des genres. Les Membres ont encouragé le pays à présenter ses notifications en suspens à l'OMC, principalement dans les domaines de l'agriculture et des subventions.

Les Membres ont noté la poursuite des efforts de coopération régionale du Nicaragua pendant la période à l'examen, principalement dans le cadre du Marché commun centraméricain, mais aussi individuellement avec d'autres parties, certains ayant demandé des renseignements sur les étapes qu'il restait à franchir pour mettre en œuvre le Marché commun centraméricain. Des questions ont également été soulevées au sujet des règles d'origine préférentielles et des possibilités économiques et commerciales offertes aux entreprises étrangères par ces accords commerciaux régionaux, y compris la participation aux projets d'infrastructure.

Les Membres ont salué les initiatives prises récemment par le Nicaragua pour attirer des flux d'IED plus importants, en particulier grâce à l'adoption de lois sur une nouvelle agence de promotion des investissements et des exportations (PRONicaragua), sur les zones franches d'exportation et sur les partenariats public-privé. Certains Membres ont souligné la nécessité d'améliorer les conditions de l'activité des entreprises dans des domaines tels que la transparence, la primauté du droit, les infrastructures et la gouvernance pour faire du Nicaragua une destination encore plus attractive pour l'IED.

S'agissant des procédures commerciales, les Membres ont salué la participation du Nicaragua à l'échange électronique de renseignements contenus dans la déclaration unique centraméricaine et dans le Programme d'intégration transfrontières, et ont demandé des précisions sur le guichet unique du commerce extérieur (VUCEN), que le pays prévoit de mettre en œuvre progressivement en 2021. Ils espéraient qu'une fois en place, le VUCEN simplifierait les formalités relatives, entre autres, aux permis d'importation et d'exportation et réduirait ainsi les délais et les coûts pour les entreprises participant au commerce extérieur.

Les Membres ont noté que la politique commerciale du Nicaragua n'avait pratiquement pas changé depuis l'examen précédent et que le pays restait fortement tributaire d'instruments tels que le tarif douanier, la taxe pour services rendus à l'importation, les restrictions à l'importation et à l'exportation et les licences pour atteindre les objectifs de sa politique intérieure. Bien qu'ils aient félicité le Nicaragua d'avoir peu recouru à des mesures non tarifaires, ils ont soulevé des préoccupations concernant l'utilisation de règlements techniques et de mesures SPS par le pays, y compris le respect des normes internationales.

Au vu des progrès réalisés dans ses réformes, le Nicaragua a été invité à renforcer encore son cadre réglementaire afin d'attirer davantage d'investissements et de créer des conditions plus prévisibles pour l'activité des entreprises. À cet égard, les Membres ont demandé des renseignements sur le rôle important de l'État dans plusieurs secteurs vis-à-vis de la concurrence du secteur privé et ont demandé au Nicaragua de fournir des renseignements actualisés sur les entreprises commerciales d'État. Ils ont également demandé des éclaircissements sur les modifications de la législation et de la réglementation qui étaient en cours d'examen dans des domaines tels que la politique de la concurrence, les marchés publics, la propriété intellectuelle et les services. Des questions ont été formulées au sujet des modifications apportées récemment par le Nicaragua à son cadre institutionnel dans le secteur agricole, des stratégies de soutien à ce secteur et à l'industrie textile compte tenu des catastrophes naturelles récentes, des efforts déployés par le pays pour diversifier ses marchés d'exportation et des plans axés sur la réduction de la fracture numérique et sur le déploiement et la pénétration de la large bande.

Ces points reflètent certaines des principales questions qui sont ressorties de notre débat dans le cadre du présent examen. J'aimerais à nouveau remercier le Nicaragua, le présentateur et le reste des Membres pour leur contribution très positive et active à nos deux jours de discussion, ce qui nous a permis de mieux comprendre les politiques et pratiques commerciales et liées au commerce du Nicaragua et nous a aidés à identifier les résultats obtenus depuis le dernier examen, réalisé en 2012, ainsi que les défis qu'il reste à relever. Les Membres ont dit espérer que l'économie nicaraguayenne retrouverait rapidement son rythme de croissance, grâce à une intégration accrue et plus diversifiée dans l'économie mondiale. Ils attendent avec intérêt de recevoir des réponses écrites à leurs questions complémentaires dans un délai d'un mois, ce qui permettra d'achever pleinement l'examen.